

Le Venezuela présente des documents relatifs à une plainte contre les États-Unis.



Caracas, 17 mars (RHC) Le Venezuela a saisi le Parquet de la Cour Pénale Internationale (CPI) de nouveaux documents concernant la plainte déposée contre les États-Unis pour l'imposition de mesures coercitives, a rapporté le ministre des Affaires étrangères Jorge Arreaza.

Sur son compte Twitter, le chef de la diplomatie a indiqué que l'État vénézuélien a présenté les rapports émis par la rapporteuse spéciale de l'ONU Alena Douhan et le Bureau Nord-américain de Responsabilité Gouvernementale (GAO, de ses sigles en anglais) sur l'impact des sanctions.

Ces informations ont été fournies afin de fournir plus d'arguments à la justification de la plainte déposée par le Venezuela devant la CPI par en février 2020, dans laquelle il dénonçait la mise en œuvre des mesures coercitives par Washington en tant que crimes contre l'humanité, a indiqué le ministre des Affaires étrangères.

Dans un récent avis, la GAO a reconnu que les mesures punitives prises par les États-Unis ont contribué à la chute brutale de l'économie vénézuélienne et ont limité les recettes pétrolières.

Cette agence du pouvoir législatif de contrôle du Gouvernement fédéral a indiqué dans son évaluation que les indicateurs économiques du Venezuela ont chuté brutalement depuis le début des mesures coercitives de Washington en 2015, et en particulier à partir de 2019.

À son tour, la rapporteuse spéciale de l'ONU Alena Douhan a reflété dans son rapport sur la situation dans le pays sud-américain, que les actions punitives ont freiné le développement de l'économie nationale en provoquant la chute des recettes en devises de 99% au cours des dernières années.

L'experte indépendante des Nations Unies a reconnu que l'application de mesures coercitives avait entravé l'accès du Venezuela aux médicaments et à la nourriture, ce qui avait un impact direct sur la santé de la population.

Elle a en outre indiqué que les politiques d'asphyxie économique avaient accentué le scénario de crise et de tensions internes préexistantes, avec un impact direct sur les migrations et la séparation des familles.

Douhan a évoqué les effets dévastateurs des sanctions sur les droits de l'homme, en particulier sur la santé, l'alimentation, l'éducation et le développement, ainsi que sur la capacité du Gouvernement à mettre en œuvre des projets sociaux.

'Je suis préoccupée par le fait que les sanctions, le blocus économique du Venezuela et le gel des ressources ont exacerbé les calamités économiques existantes (...)', a-t-elle souligné.

Elle a en outre souligné les préjudices causés par les actions punitives de Washington au secteur privé vénézuélien, ainsi qu'aux ressortissants de pays tiers dont les droits économiques et de propriété ont été affectés.

Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/250962-le-venezuela-presente-des-documents-relatifs-a-une-plainte-contre-les-etats-unis>



Radio Habana Cuba